

Nous avons à Napanee un problème dont je voudrais entretenir la Chambre.

L'hon. M. Pepin: Je vous en prie, ne le faites pas.

M. Alkenbrack: Le ministre me prie de n'en rien faire. Il serait sans doute intéressé d'apprendre que 400 emplois sont en jeu.

L'hon. M. Pepin: Envoyez-moi une lettre.

M. Alkenbrack: Napanee Industries, successeur des anciennes fonderies de Napanee, est une entreprise assez importante qui construit la fameuse chaudière automatique Napanee de réputation nationale. Elle construit aussi du matériel ferroviaire, notamment des wagons plats, des wagons-trémies et des voitures de chemin de fer. L'usine appartient à l'entreprise de M. Walter Gordon, la Corporate Management Limited. A cause d'une récente disette de commandes de matériel ferroviaire, cette usine est maintenant à vendre, et tout le monde sait que l'entreprise de M. Gordon cherche à s'en défaire au plus tôt. J'espère que le ministre s'intéresse encore à ce renseignement.

Napanee Industries subit depuis quelque temps une concurrence injuste, en particulier de la part d'entreprises montréalaises et québécoises qui, me dit-on, sont subventionnées par le gouvernement québécois parce qu'elles sont les adjudicataires pour des commandes de matériel ferroviaire. En raison de cette concurrence et du marché restreint pour ce produit au Canada, il me paraît évident, comme il l'est sans doute pour le ministre, que tout acheteur éventuel de cette entreprise doit avoir accès à un important marché international ou continental. Il est donc peu probable que la Corporate Management Limited vende cette entreprise à un autre acheteur qu'une société étrangère. Autrement dit, il est fort probable que les enchérisseurs soient des Américains. Le gouvernement, soucieux de sauvegarder les emplois de 400 hommes, permettra-t-il la vente de cette entreprise à un acheteur américain? M. Walter Gordon, qui préside le comité pour un Canada indépendant, sera-t-il toujours disposé à la vendre à une société américaine? Voilà le problème qui se pose actuellement au sujet de Napanee.

On a rapporté l'autre jour que le premier ministre (M. Trudeau) avait annoncé à Winnipeg qu'il y aurait achat de 2,400 wagons-trémies. Il aurait dit que les achats se feraient au Québec ou à Hamilton. Qu'on me permette de proposer au premier ministre d'étudier l'à-propos de faire fabriquer certains de ces wagons-trémies à Napanee où nous avons besoin de ce travail, ce qui mettrait fin aux congédiements réguliers qui se produisent actuellement. Je suis persuadé que le ministre se soucie davantage du problème maintenant que lorsque je l'ai abordé. Je le remercie de son attention.

M. l'Orateur: A l'ordre. Les propos du député revêtent, j'en suis certain, beaucoup d'intérêt pour un grand nombre de députés, peut-être pour tous; comme le député le laisse entendre, il profite de ce qu'il a la parole pour exposer de toute évidence une situation d'intérêt purement locale. Il doit se rendre compte que la Chambre est saisie d'un bill bien précis, le bill C-201, et je présume que ses propos s'y rapportent. Il pourrait peut-être expliquer à la présidence comment il observe en ce moment le principe de pertinence.

[M. Alkenbrack.]

M. Alkenbrack: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Avec toute la déférence que je vous dois, c'est exactement la raison pour laquelle j'ai abordé la question, parce qu'elle a trait à la vente possible de cette société à une société étrangère. Cela a trait directement au bill C-201. Cette entreprise a été victime de concurrence déloyale et, d'ailleurs, j'ai divulgué la source de cette concurrence. Elle a également d'autres concurrents, à Hamilton, entre autres, où d'autres sociétés offrent pour cet équipement des prix inférieurs aux siens.

Une idée fausse existe depuis longtemps chez certains d'entre nous, selon laquelle l'anti-américanisme prouverait qu'on est pour le Canada. Rien ne saurait être moins vrai. Quand on est contre quelque chose on est contre, tout simplement. Il semble en être de même dans cette mesure législative où le gouvernement nous démontre qu'il est en faveur de l'industrie canadienne en se prononçant contre d'autres secteurs. Si c'est la volonté du gouvernement de promouvoir les affaires et les intérêts canadiens, il peut compter sur mon appui sans réserve. Je suis entièrement en faveur d'une telle politique, mais je crains bien que le gouvernement actuel ne soit contre certains et en faveur de personne. Je signale la mesure globale de réforme fiscale qu'on a récemment imposée à la Chambre au moyen de la clôture. Elle constitue un cauchemar administratif pour l'entreprise canadienne et a déjà découragé des entreprises qui existaient de longue date de poursuivre leurs activités. Elle a déjà poussé les propriétaires d'entreprises canadiennes à les vendre à quiconque dispose des fonds et du désir d'acheter. Rien ne stimule plus les Canadiens à se lancer dans de nouvelles affaires avec leurs propres capitaux, car le risque est trop grand et ils ne sont pas protégés.

Les néo-démocrates et les nationalistes mettent tout sur le dos des sociétés multinationales. On veut nous faire croire que ces sociétés vont nous engoutir, nous saigner à blanc et nous abandonner ensuite à notre sort. Cela paraît bien effrayant, jusqu'à ce qu'on examine la situation de près, surtout si on considère les sociétés multinationales qui appartiennent à des Canadiens, et il y en a. Nos banques à charte ont été parmi les premières sociétés multinationales du monde et se sont fait une réputation enviable dans presque tous les pays. Dans presque tous les coins du monde, on trouve une succursale d'une banque canadienne, et ce sont les plus stables et les plus respectées qu'on puisse trouver. Le caractère multinational de nos banques a profité au pays et aux Canadiens qui en possèdent les actions.

Nos banques et institutions financières ont un monopole quasi total chez nous. Nos gouvernements ont résisté fermement aux efforts tentés par les banques et sociétés de placement étrangères pour s'établir au Canada. Beaucoup de nos banquiers les plus éminents croient que nous courons de grands risques en poursuivant cette politique. Nous voulons nous installer et de fait nous nous installons dans d'autres pays, et pourtant nous refusons aux autres pays d'en faire autant chez nous. Il est dit que nous voulons le drap et l'argent et que nous pourrions être exclus des pays que nous excluons du Canada. Cet exemple démontre que l'investissement étranger est une médaille à deux faces et bien que nous ayons tendance à bondir lorsque quelqu'un crie à l'invasisseur, nous n'entendons pas les mêmes cris d'alarme dans les pays où il y a des sociétés canadiennes ou dominées par des Canadiens.